

Initiatives ministérielles

soient conformes aux critères de la nouvelle économie planétaire tels qu'ils sont définis par les États-Unis.

Ce projet de loi, rédigé à Washington et envoyé—avec un affranchissement suffisant, je l'espère—à notre gouvernement, est un exemple du genre d'harmonisation qui détruit la structure sociale du milieu de travail canadien.

Pourquoi le gouvernement prendrait-il cette orientation à ce stade si ce n'était pas parce que l'harmonisation est le but recherché? Actuellement, le gouvernement ne parle pas du système bancaire pour les pauvres qui est en pleine croissance. L'un des systèmes bancaires qui prend le plus d'expansion est celui des banques d'alimentation. Nous avons maintenant plus de banques d'alimentation dans notre pays que nous avons de restaurants McDonald. Deux millions de personnes font la queue toutes les semaines aux banques d'alimentation dans notre pays. C'est le bilan du gouvernement conservateur: l'Accord de libre-échange et l'harmonisation.

Nous avons 1,5 million de personnes au chômage et leur nombre ne cesse d'augmenter. Au lieu de donner aux gens la possibilité de disposer de davantage de temps pour trouver un emploi, le gouvernement réduit l'accès à l'assurance-chômage et les prestations elles-mêmes.

• (1525)

Il est bien évident que le gouvernement n'a pas assumé les responsabilités qu'il a à l'égard des Canadiens, si ce n'est à l'égard des entreprises canadiennes et, dans ce cas, ses responsabilités ne sont qu'un pâle reflet du programme dicté par les États-Unis et le monde de l'argent.

Ce sont là des propos que le gouvernement ne veut pas entendre. Il croit que la nouvelle économie mondiale exige que l'on pille tout ce pour quoi nous avons combattu au Canada au nom des travailleurs et des travailleuses. Il exhorte les travailleurs à produire davantage pour un salaire moindre. Il avertit les hommes et les femmes de ne pas quitter leur emploi, même s'ils sont victimes de harcèlement ou de conditions de travail inhumaines, s'ils ne veulent pas être punis en vertu de ce projet de loi.

Merci, monsieur le Président. Il me reste deux minutes. J'ai cru un instant que vous m'envoyiez la main, mais je comprends maintenant que vous me faites signe qu'il me reste deux minutes. Je ne vous en remercie pas moins pour votre bienveillance.

Il est incroyable que la Chambre ne soit pas remplie à pleine capacité à chaque seconde du présent débat, car il s'agit ici du tissu social même de notre pays, que le gouvernement conservateur veut détruire sur l'ordre de

ses anciens partenaires du milieu des affaires américain, qui dicte la politique à suivre au Canada.

Ce projet de loi, qui fait lentement mais sûrement son chemin à la Chambre, montre bien à quel point les conservateurs ont capitulé devant les intérêts financiers étrangers en détruisant un atout concurrentiel dont nous disposons en ce qui concerne les travailleurs et les travailleuses du Canada.

Ce qui est encore plus regrettable, c'est qu'alors que les médias s'affairent à créer une image autour des candidats à la direction du Parti conservateur, personne ne leur a demandé s'ils voteraient contre ce projet de loi démontrant ainsi qu'ils se démarquent du premier ministre qui est encore à la tête du pays.

Un homme peut changer de costume et une femme de coiffure, mais ça ne suffit pas pour qu'ils changent de politique. Peu importe qui dirige ce parti, il sera toujours en faveur de mesures législatives de ce genre qui briment les travailleurs canadiens.

Mon cher ami d'en face marmonne, je suppose qu'il est en train de confesser à voix basse qu'il a l'intention, lui aussi, de ne pas se représenter parce qu'il a honte de ce projet de loi et de ses effets.

Je sais que mon temps de parole pour ce débat est épuisé mais je veux que le gouvernement sache que je serai implacable et que je reviendrai à la charge contre les candidats à la direction du Parti conservateur dont pas un ne s'est élevé contre le démantèlement de l'assurance-chômage telle que nous la connaissons. Que tout le monde, hommes et femmes de ce pays, sache ce que le gouvernement est en train de faire!

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je ne suis pas toujours d'accord avec le député d'Esquimalt—Juan de Fuca, mais aujourd'hui après avoir entendu la dernière partie de ses observations, je dois dire que je partage son avis. Je trouve bizarre, comme je l'ai mentionné hier à la Chambre, qu'après près d'un mois de campagne à la direction du Parti conservateur, à l'exception du député d'Etobicoke—Lakeshore, personne de ce parti n'a fait avancer le débat ou fait connaître ses positions.

J'abonde dans le sens du député du Nouveau Parti démocratique. Je pense qu'au moment où l'on s'y attendra le moins—selon moi, la minute de vérité sonnera d'ici trois ou quatre mois—, à l'approche de la mi-juillet ou vers la fin d'août, quand le gouvernement décidera de déclencher des élections, soyez assurés que la population du Canada ne va pas oublier la TPS, la dévolution des pouvoirs que le gouvernement a orchestrée au cours des